

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 423 / Décembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2024

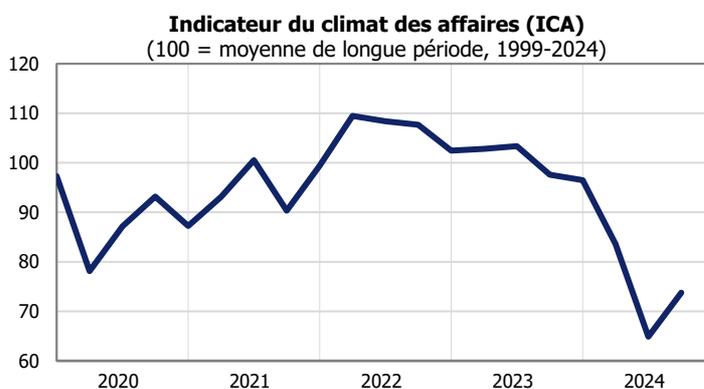
L'économie calédonienne demeure très profondément affectée

L'indicateur du climat des affaires se maintient à un niveau très bas

Après avoir enregistré une chute historique (plus de 18 pts) au deuxième trimestre, l'ICA remonte légèrement (+8,9 pts) au troisième trimestre. Il demeure toutefois à un niveau particulièrement bas : 73,8 (niveau inférieur au précédent plancher du 1^{er} trimestre 2020 atteint au début de la pandémie de Covid-19 : 78,1).

Au-delà du lourd bilan humain et matériel des émeutes, les destructions ont entraîné une hausse substantielle du nombre de chômeurs alors que la situation financière des comptes sociaux était déjà critique. Le territoire demeure dépendant des aides en provenance de l'Hexagone. Malgré l'adoption au Congrès de la Nouvelle-Calédonie d'un plan de reconstruction (besoin de financement estimé à 500 Mds XPF) et l'élaboration par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'un plan de sauvegarde, de refondation et de reconstruction (PS2R), les entreprises interrogées décrivent une absence de visibilité.

De nombreux indicateurs conjoncturels traduisent cet environnement très dégradé : net repli de la consommation des ménages, forte contraction de la production de crédits bancaires, effondrement des ventes de ciment, dégradation de la balance commerciale avec la chute des exportations de produits du nickel...

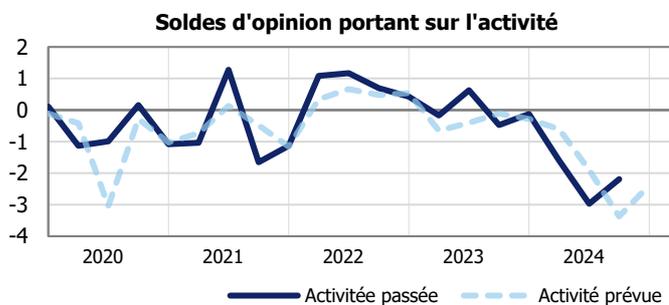


Source : IEOM, enquête de conjoncture

Des perspectives d'activité fortement dégradées

L'activité des entreprises demeure très dégradée au 3^e trimestre : 70 % des entreprises répondantes déclarent une dégradation de leur activité au 3^e trimestre (contre 85 % au 2^e trimestre).

Toutefois depuis le pic des tensions du 2^e trimestre, certaines entreprises durement affectées ont pu partiellement relancer leur activité. La situation sécuritaire du territoire s'est également améliorée, permettant une amélioration des conditions de déplacement des personnes et des biens. Cet environnement moins défavorable explique la légère amélioration de l'appréciation de la situation par les entreprises interrogées.



Source : IEOM, enquête de conjoncture

Pour le trimestre à venir, 62 % des entreprises répondantes anticipent une nouvelle baisse de leur activité (contre 88 % au trimestre précédent). Le solde d'opinion sur l'activité prévue se redresse donc légèrement mais demeure en territoire négatif (-2,4).

À un horizon de 12 mois, 45 % des entreprises répondantes craignent une défaillance (contre 59 % au T2 2024). Il s'agit encore d'un niveau bien supérieur à celui généralement observé dans le cadre de cette enquête (18 % en moyenne sur l'année 2023).

Des perspectives d'investissement au plus bas

Pour le 2^e trimestre consécutif, le solde d'opinion portant sur l'investissement à 12 mois des chefs d'entreprises, est à un niveau historiquement faible. Bien qu'il se redresse très légèrement (+0,4 pt), il demeure ancré en territoire négatif (-3,6) et confirme ainsi l'absence prolongée de perspectives des chefs d'entreprises interrogés.

Au 3^e trimestre 2024, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) est en très légère hausse en rythme trimestriel (+16,7 %), après le plus bas du trimestre précédent. Cependant, cette hausse s'explique uniquement par un fort rebond des crédits de trésorerie (+72,9 %), tandis que les crédits d'équipement et immobiliers se replient en rythme trimestriel (-12,7 % et -62,7 % respectivement).

Les tensions de trésorerie demeurent importantes

La trésorerie des entreprises est toujours dégradée, sans réelle perspective d'amélioration : les soldes d'opinion portant sur la trésorerie des entreprises demeurent largement en territoire négatif (-1,3 pour la trésorerie du 3^e trimestre et -2,0 pour la trésorerie anticipée au 4^e trimestre). Ce sentiment se confirme par le recours aux crédits bancaires de trésorerie évoqués précédemment.

De la même manière, les chefs d'entreprises interrogés constatent toujours une détérioration des délais de paiement clients (-1,6 sur le solde d'opinion) et anticipent une poursuite de cette dégradation au 3^{ème} trimestre (-2,4).

Les entreprises interrogées ne rapportent pas de conséquence significative des émeutes sur le niveau de leurs prix de vente.

L'indice des prix à la consommation recule légèrement sur le trimestre

Après un 2^e trimestre marqué par une hausse significative des prix de juin par rapport à mars (+2,0 %) en raison des émeutes, ceux-ci reculent légèrement au 3^e trimestre 2024 (-1,0 % entre septembre et juin). Ils demeurent toutefois en hausse sur un an glissant (+1,6 %).

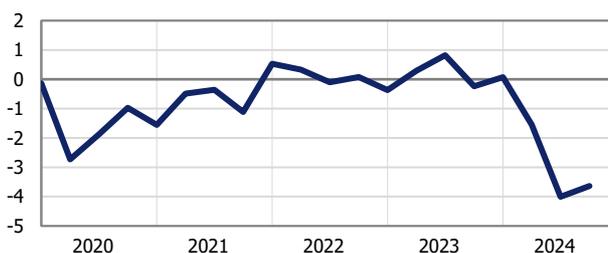
Les prix de l'alimentation stagnent sur le trimestre (-0,1 %), mais s'inscrivent en forte hausse sur l'année (7,1 %). Les prix de l'énergie reculent sur le trimestre (-2,0 %), mais progressent de 1,1 % sur un an. La baisse des prix des produits manufacturés se confirme (-3,2 % sur le trimestre et -3,1 % sur un an).

Les indicateurs sur l'emploi se dégradent considérablement

Les dernières données relatives à l'emploi publiées par l'ISEE portent sur le 2^e trimestre, avec une estimation au 3^e trimestre 2024. Elles décrivent une très forte baisse de l'emploi salarié privé avec une perte d'environ 9 000 emplois entre le 1^{er} et le 3^e trimestre 2024 (sur un total de 66 616 emplois salariés privés au 1^{er} trimestre 2024). Au 3^e trimestre, le territoire ne compterait plus que 57 000 emplois salariés privés (données provisoires de l'ISEE) soit un recul de 17,2 % par rapport au 3^e trimestre 2023. La conjugaison des difficultés majeures du secteur du nickel et des émeutes insurrectionnelles de mai 2024, ont amplifié la dégradation du marché de l'emploi observée au 4^e trimestre 2023.

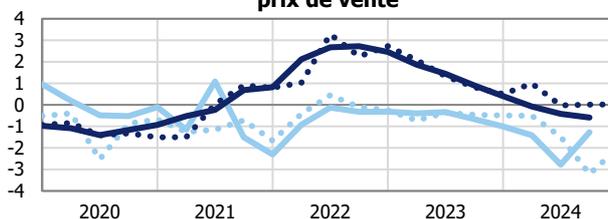
Après s'être effondré le trimestre précédent, le solde d'opinion sur les effectifs du trimestre passé diminue encore (-0,2 pt). Celui sur les effectifs anticipés demeure en territoire nettement négatif (-3,3), traduisant des perspectives défavorables.

Solde d'opinion portant sur l'investissement



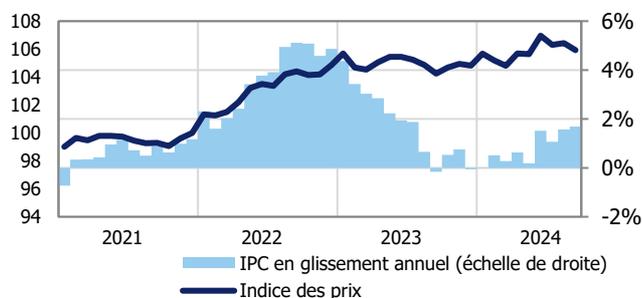
Source : IEOM, enquête de conjoncture

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



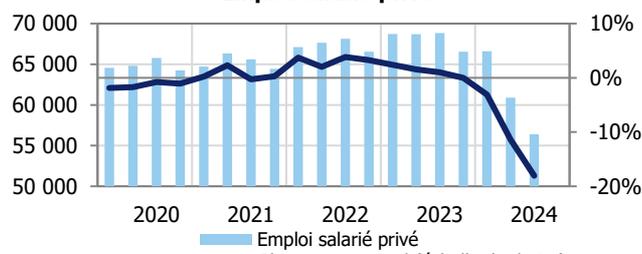
Source : IEOM, enquête de conjoncture

Indice des prix à la consommation



Source : ISEE

Emploi salarié privé



Source : ISEE, CAFAT, CVS par ISEE

La consommation des ménages se contracte nettement

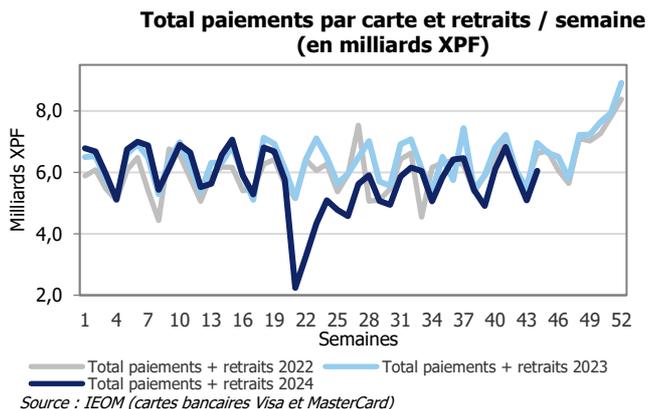
Plusieurs indicateurs suggèrent une chute marquée de la consommation des ménages en 2024. Fin septembre, le total des paiements et retraits par carte bancaire est inférieur de 8 % à son niveau de 2023 à la même période. Il n'y a donc pas eu de rattrapage de la consommation après les émeutes contrairement à ce qui avait été observé après les confinements de 2020 et 2021.

La production de prêts personnels et à la consommation poursuit son effondrement en glissement trimestriel (-16,9 %) et annuel (-69,5 %). La production de crédits à l'habitat est également en fort repli (-33,1 % sur trois mois et -87,6 % sur un an).

Le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs continue également de reculer et ce, pour le quatrième trimestre consécutif (-56,4 % sur un trimestre, CVS). Sur un an, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs s'est effondré (-82,0 %).

En revanche, la demande rebondit sur le marché de l'occasion après un 2^e trimestre particulièrement atone (+70,4 % sur un trimestre, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent au 3^e trimestre. Le nombre de retraits de cartes bancaires est en hausse sur le trimestre (+39,9 %), de même que le nombre d'incidents signalés au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) (+12,6 %). En revanche, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire est en légère baisse sur le trimestre (-2,6 %).

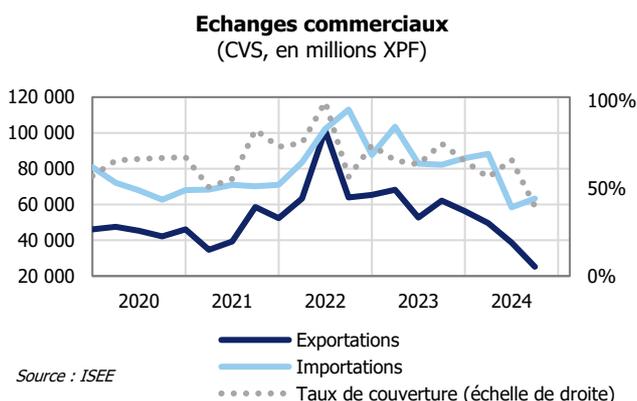


La balance commerciale poursuit sa dégradation

La balance commerciale continue de se dégrader : la valeur des exportations représente 39,8 % de celle des importations (CVS) au 3^e trimestre, contre 66,3 % au trimestre précédent et 75,5 % au 3^e trimestre 2023.

Cette nette dégradation du taux de couverture s'explique par un fort recul de la valeur des exportations de produits métallurgiques ce trimestre (-31,7 %, CVS). Sur un an glissant, la baisse des exportations métallurgiques est particulièrement marquée (-68,2 %), dans un contexte de crise sans précédent de ce secteur.

Les importations augmentent légèrement au 3^e trimestre (+8,4 %, CVS). Sur un an en revanche elles se replient de 23,0 % (CVS).



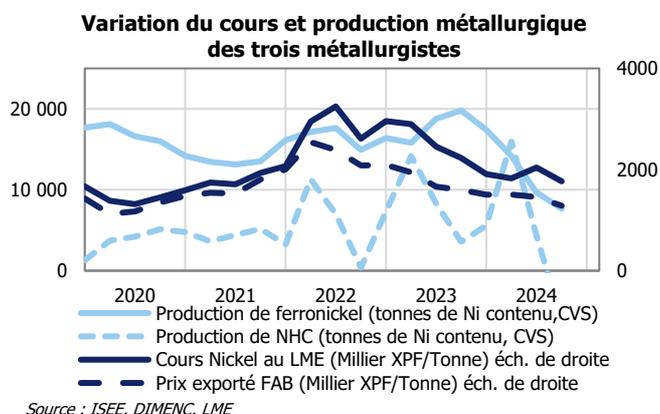
Des situations sectorielles fortement dégradées

Le secteur du nickel affronte une crise sans précédent

Au 3^e trimestre 2024, les métallurgistes sont toujours fortement impactés par la crise que traverse le territoire depuis le 13 mai. L'activité de Prony Resources a été interrompue entre mai et novembre 2024 tandis que l'activité de la SLN a été fortement ralentie. La direction de la SLN a décidé d'abandonner l'exploitation du site minier de Thio. Malgré cela, la SLN continue de produire du ferronickel mais à un rythme fortement réduit.

Le cours du nickel se replie sur le trimestre (-11,7 %) tandis que les stocks de nickel répertoriés au LME continuent d'augmenter (+39,9 % par rapport au trimestre précédent), confirmant le déséquilibre entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale.

Au 3^e trimestre 2024, l'extraction minière poursuit son repli (-12,7 % sur trois mois, CVS). Elle se contracte davantage sur un an (-70,1 %, CVS). La production métallurgique diminue également pour le 2^e trimestre consécutif (-46,6 % sur trois mois, CVS) : -20,7 % sur trois mois pour la production de ferronickel (-61,3 % en glissement annuel, CVS) et arrêt total de la production de NHC sur le trimestre (suspension des activités de Prony). Les exportations de ferronickel se contractent donc significativement (-15,5 % sur un trimestre et -66,5 % sur un an en valeur, CVS).



Le secteur du BTP est toujours à l'arrêt

Au 2^e trimestre 2024 (dernières données disponibles), les ventes de ciment se sont effondrées du fait des émeutes et de l'arrêt de l'activité du secteur (-41,4 %, CVS). Elles atteignent un niveau historiquement bas. Le prix des matériaux de construction baisse légèrement au T3 2024 (-0,9 % sur le trimestre et -1,0 % sur un an pour l'index BT 21).

Les soldes d'opinion sur l'activité passée et l'activité prévue du BTP sont encore nettement en deçà de leur moyenne de longue période. Le solde d'opinion sur les effectifs passés continue de se dégrader et indique donc une contraction de l'emploi dans le secteur, en lien avec la crise du marché immobilier. Le solde d'opinion sur les prévisions d'investissement chute à un plus bas historique, traduisant le pessimisme et l'attente des professionnels.

Le secteur du tourisme est fortement affecté par les émeutes

Le trafic de croisière s'est rapidement interrompu avec les émeutes, après une bonne reprise au 1^{er} trimestre. Au 3^e trimestre aucun paquebot n'a fait escale sur le territoire.

L'aéroport de la Tontouta est resté fermé plusieurs semaines à partir du 13 mai, les vols commerciaux n'ont repris que très progressivement à partir du 5 juin. Le nombre de passagers transportés par avion est donc en recul au 2^e trimestre 2024 (-37,2 %, CVS, dernières données disponibles).

Au 3^e trimestre, le trafic aérien interne progresse modestement par rapport au trimestre précédent (+6,3 %, CVS) mais s'inscrit en fort recul par rapport au 3^e trimestre 2023 (-46,8 %, CVS).

Malgré tout, la présence des forces de sécurité a permis à de nombreux hôtels et restaurants de maintenir leur activité, et le solde d'opinion portant sur l'activité passée ne se dégrade que légèrement au 3^e trimestre. Il demeure proche de sa moyenne de longue période. En revanche, le solde d'opinion portant sur les prévisions d'investissements des professionnels du tourisme se dégrade nettement et s'établit en territoire négatif (-1,8), illustrant l'absence de perspectives de la filière.

Certains indicateurs du secteur primaire se redressent mais les professionnels restent pessimistes

Au 3^e trimestre 2024, les professionnels du secteur primaire constatent une modeste amélioration de leur activité. En effet, les conditions climatiques ont été plutôt favorables.

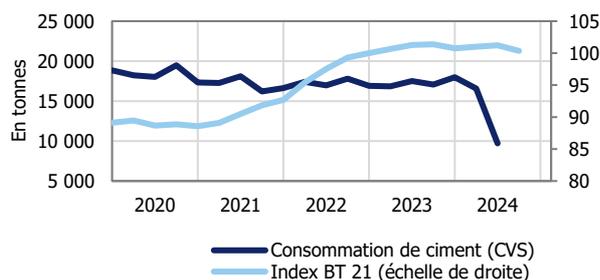
Les indicateurs de la filière élevage traduisent un rebond après un 2^e trimestre marqué par un fort ralentissement des abattages dans un contexte d'émeutes et de restrictions de circulation : hausse de 95,8 % des abattages de bovins (données CVS) et de 67,7 % des abattages de porcins sur le trimestre (CVS).

Les exportations de crevettes sont en forte hausse avec 305 tonnes exportées ce trimestre (+95,3 % sur 3 mois et +78,0 % sur un an, CVS). Les exportations de thon progressent également (+111,5 % sur un trimestre, CVS).

Le coût des intrants est en légère baisse au 3^e trimestre 2024 : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) perd 0,7 % sur trois mois. Sur 12 mois l'indice est stable (-0,3 %).

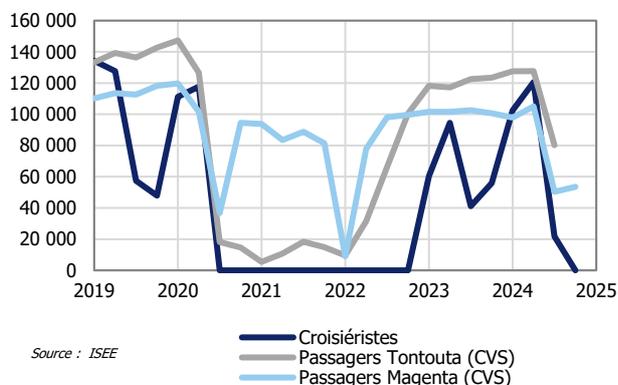
Au-delà de ces indicateurs qui traduisent une forme de rebond après un 2^e trimestre de paralysie générale de l'activité, l'ensemble des soldes d'opinion demeure en territoire négatif, notamment les prévisions d'investissement, traduisant un pessimisme des professionnels.

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT



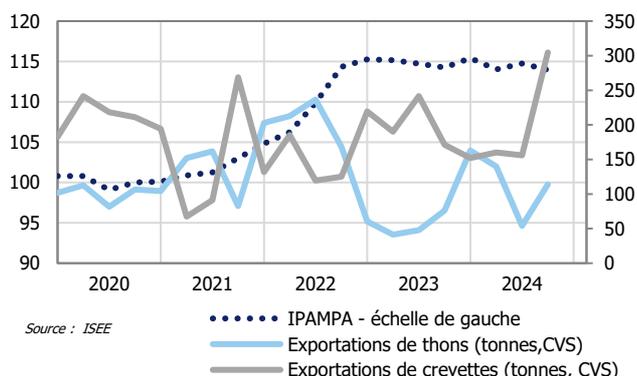
Source ISEE, TOKUYAMA, CVS par l'IEOM

Voyageurs et croisiéristes (en nombre)



Source : ISEE

Indicateurs du secteur primaire



Source : ISEE

UNE CROISSANCE MONDIALE STABLE MAIS DECEVANTE

Le FMI anticipe pour l'exercice 2025 une inflation à 3,5 %, sous la moyenne observée de 2000 à 2019, à 3,6 %. L'inflation mondiale reflue sous les effets conjugués de politiques monétaires plus restrictives et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement. Ceci n'a pas obéré la résilience de l'économie mondiale, dont les estimations de croissance en 2023 restent stables, à 3,3 %, contre 3,1 % en janvier 2024. Une croissance comparable, 3,2 %, est anticipée pour les exercices 2024 et 2025. Bien que stable, la croissance de l'économie globale reste décevante, en raison notamment de gains de productivité limités.

Le FMI a révisé à la hausse son estimation de croissance du PIB américain, à 2,9 % en rythme annuel en 2023. Le FMI confirme ses anticipations de ralentissement de la croissance aux Etats-Unis lors des exercices 2024 et 2025, ralentissement cependant moins brutal qu'annoncé en avril 2024. Les projections pour les exercices 2024 et 2025 ont ainsi été rehaussées, à 2,8 % et 2,2 %, contre 2,1 % et 1,7 % respectivement.

Le FMI maintient globalement ses anticipations de croissance dans la zone euro pour les exercices 2024 et 2025, à 0,8 % et 1,2 % respectivement. Les disparités précédemment observées entre les économies de la zone demeurent en 2024. Aux anticipations de croissance soutenue dans les pays d'Europe méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, avec des taux de croissance proches ou supérieurs à 2,0 %) s'opposent la contraction ou la stagnation de certaines économies nord-européennes (Allemagne, Autriche, Irlande, Finlande, avec des taux de croissance négatifs ou nuls). L'exercice 2025 verrait toutefois l'ensemble des économies de la zone renouer avec la croissance.

L'INSEE rapporte une légère accélération du PIB français au troisième trimestre 2024, à +0,4 % contre +0,2 % au trimestre précédent, à la faveur d'un « effet Jeux Olympiques ». Cette accélération est portée tant par la demande intérieure - qui contribue à la hausse du PIB à hauteur de +0,2 points à la faveur d'un rebond de la consommation des ménages - que par le commerce extérieur et la variation des stocks, à +0,1 points chacun. Le FMI anticipe une croissance de 1,1 % pour l'exercice 2024, anticipation en hausse de 20 points de base par rapport à celle communiquée en juillet 2024.

L'économie japonaise souffre de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et l'essoufflement des relais de croissance qui l'avaient soutenue en 2023, tels que le tourisme. Le FMI a de nouveau révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie nipponne pour l'exercice 2024. Celles-ci s'établissent désormais à 0,3 %, contre 0,7 % en juillet et 0,9 % en avril.

DES SITUATIONS CONTRASTEES DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Le FMI anticipe une croissance de 4,6 % en 2024 pour la région Asie-Pacifique (contre 5,0 % en 2023), dont 1,2 % pour l'Australie et 0 % pour la Nouvelle-Zélande. L'inflation devrait ralentir, +2,2 %, après +2,6 % l'année précédente, s'accompagnant de politiques monétaires moins restrictives.

Depuis 11 trimestres consécutifs, l'économie **australienne** progresse en rythme trimestriel (+0,2 % au deuxième trimestre 2024, après +0,2 % au premier trimestre). Malgré un ralentissement de la demande intérieure (+0,3 %, après +0,8 % au trimestre précédent), dû à une baisse de la consommation des ménages (-0,2 %), cette dynamique se prolonge grâce à une augmentation des exportations (+0,5 %) conjuguée à une réduction des importations (-0,2 %). Le taux de chômage est stable à 4,1 % et l'inflation recule, comme le montre l'évolution de l'indice des prix à la consommation (+2,8 % au troisième trimestre, après +3,8 % au précédent). La Reserve Bank of Australia a pourtant laissé son principal taux directeur inchangé à 4,35 %, estimant que l'inflation sous-jacente demeure encore trop élevée (+3,5 %).

En **Nouvelle-Zélande**, l'activité ralentit au deuxième trimestre (-0,2 % en glissement trimestriel, après +0,1 %). Cette évolution s'explique par une demande intérieure modérée (+0,4 % de consommation des ménages et +0,6 % de dépenses publiques) et des investissements moindres (+0,3 % au deuxième trimestre, après +3,1 % au 1^{er} trimestre). Le commerce extérieur contribue positivement au PIB, les importations diminuant plus rapidement que les exportations, respectivement -2 % et -0,8 %. Le marché du travail se dégrade, le taux de chômage atteignant 4,8 % en septembre (+0,2 % depuis juin). Signe du relâchement des tensions inflationnistes, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,2 % en septembre, après +3,3 % en juin. La RBNZ (Reserve Bank of New Zealand) a assoupli sa politique monétaire le 9 octobre (baisse de son taux directeur de 0,5 point de base, à 4,75 %).

Le PIB de l'**Indonésie** croît de 5 % au troisième trimestre en glissement annuel, après +5,1 % au trimestre précédent. En rythme trimestriel, la croissance est de 1,5 %, après +3,8 % au deuxième trimestre, en raison d'un recul de la consommation des ménages (-0,5 %), des dépenses publiques (-0,7 %) et d'une augmentation des importations supérieure à celle des exportations, respectivement +9 % et +8,1 %. Les investissements, pour leur part, restent soutenus, progressant de 8,5 % au troisième trimestre. Le taux de chômage s'établit à 4,9 % en août (4,8 % en février) et le taux d'inflation du pays poursuit sa décélération, +1,8 % en septembre, après +2,5 % en juin. La banque centrale a cependant maintenu son principal taux directeur à 6,25 %.

Selon les estimations d'octobre de la Reserve Bank of Fiji, la croissance du PIB devrait être de +2,8 % en 2024, portée par le secteur du tourisme ; sur les neuf premiers mois de l'année, près de 733 000 visiteurs sont venus à **Fidji** (+6,3 % sur 1 an). Le secteur de l'industrie est également dynamique sur la période, notamment la production d'or (+32,3 %), de copeaux de bois (+18,2 %) et d'électricité (+11 %). La robustesse de la demande des ménages se traduit par une hausse des recettes de TVA (+39,7 % de janvier à septembre en glissement annuel, des immatriculations de véhicules (+18,1 %) et des prêts à la consommation (+25,5 %). L'investissement est bien orienté, comme le montre la progression de +25,9 % en rythme annuel des crédits en cumul depuis janvier. Enfin, l'inflation reflue : après un pic en avril (+7,1 %), l'indice des prix à la consommation progresse de 4,2 % en septembre 2024. Par conséquent, la Reserve Bank of Fiji a décidé en octobre dernier de conserver son principal taux directeur, l'Overnight policy rate (OPR), à 0,25 %.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji